



**Construction d'ombrières à usage agricole supportant des panneaux photovoltaïques avec filets et clôture sur élevage de gibier existant**

**SCEA Gibiers de La Rochette**

**Saint-Hilaire-le-Vouhis (85)**

**Annexe 9 : Note en réponse à la demande de compléments du  
19 juin 2024**



**Juin 2024**



HYDROÉLECTRIQUE



PHOTOVOLTAÏQUE



ÉOLIEN

## **Rubrique 1**

L'intitulé de votre projet est ambigu et nécessite d'être précisé dans la mesure où les structures ne correspondent pas à des hangars. Au vu des éléments du dossier, il s'agit de volières intégrant des structures visant à assurer l'ombrage et la protection des volailles des diverses intempéries et prédateurs sur les parcours extérieurs aux bâtiments d'élevage.

De plus la notion d'hangar, viendrait en contradiction avec l'évaluation des surfaces de parcours d'élevage déclarées par l'exploitant agricole, et nécessiterait que soient précisées, notamment, les modalités de gestion des effluents sous ces constructions à considérer alors comme des bâtiments d'élevage.

**Réponse :** L'intitulé du projet a été modifié :

*Construction d'ombrières à usage agricole supportant des panneaux photovoltaïques avec filets et clôture sur élevage de gibier existant sur la commune Saint-Hilaire-le-Vouhis (85).*

Concernant la gestion des effluents, l'ensemble des déchets de l'élevage est géré selon la réglementation en vigueur. Les déchets classiques sont triés selon la filière de tri mise en place localement.

Les animaux morts sur l'élevage sont ramassés immédiatement et stockés dans un congélateur. Ils sont évacués le jour même grâce à un contrat passé avec une société d'équarrissage, conformément à la réglementation spécifique à ce type d'infrastructure.

Concernant la litière utilisée dans les bâtiments d'élevages (seulement une partie de l'année), celle-ci est régulièrement ramassée et changée. La litière souillée est stockée dans l'enceinte du site, puis épandu sur les parcelles cultivées.

## **Rubrique 4.1**

**Préciser la nature du projet, au regard du décret 2024-318 du 8-04-2024 relatif au développement de l'agrivoltaïsme et aux conditions d'implantation des installations photovoltaïques sur des terrains agricoles, naturels ou forestiers.**

**Réponse :**

Le Cerfa a été modifié pour indiquer la nature du projet.

Au regard du décret 2024-318 du 8-04-2024 relatif au développement de l'agrivoltaïsme et aux conditions d'implantation des installations photovoltaïques sur des terrains agricoles, naturels ou forestiers, le projet entre dans le champs d'application de l'article L. 111-28 du Code de l'urbanisme : « L'installation des serres, des hangars et des ombrières à usage agricole supportant des panneaux photovoltaïques doit correspondre à une nécessité liée à l'exercice effectif d'une activité agricole, pastorale ou forestière significative. ».

Ainsi le dossier de la demande d'autorisation d'urbanisme doit comporter un document permettant de justifier que l'installation des serres, des hangars et des ombrières à usage agricole est nécessaire à l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière (Art. R. 431-27.-II du code de l'urbanisme).

**Une partie du projet de volières va remplacer des installations existantes, il convient de préciser les caractéristiques et la consistance des travaux de démolition des volières existantes.**

**Réponse :**

Concernant les travaux de démolition, les volières actuelles seront démontées (zone détournée verte ci-dessous). Elles sont constituées de piquets en bois de 3 à 4 mètres de hauteur supportant des filets. Les clôtures actuelles et le grillage seront également démontés. Les différents éléments seront transférés dans les filières de recyclage dédiées. Aucun bâtiment ne sera démoli.



**Le dossier ne fait pas état de pose de clôtures en périphérie des deux îlots. A préciser le cas échéant. Indiquer également les travaux de tranchées.**

### **Réponse :**

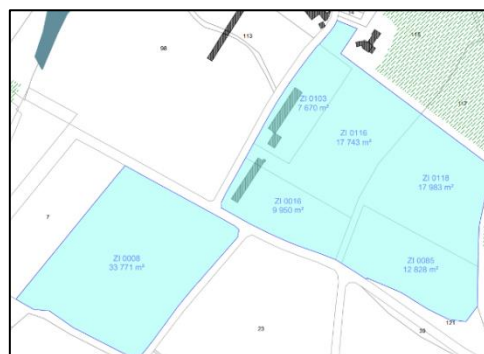
Une clôture périphérique sera installée afin d'éviter les intrusions. Elle permettra aussi de délimiter les volières. Elle aura une hauteur de 2 mètres et sera composée de grillage soudé rigide vert.

La clôture suivra le tracé périmétral (bleu foncé sur le plan cadastral ci-dessous) qui délimite les deux îlots.

Les clôtures seront enterrées sur une trentaine de centimètres et nécessiteront des tranchées d'une dizaine de centimètres de large sur la périphérie des deux sites.



Exemple de clôture (Source : UNITE)





### **Rubrique 4.3.1**

**Au-delà des conditions météorologiques qui peuvent affecter la durée et le calendrier des travaux, indiquer dans quelle mesure il est également tenu compte des périodes de sensibilités écologiques particulières au regard de la présence de haies au niveau des parcelles du projet. Indiquer si des travaux sont susceptibles de concerner les haies et le cas échéant en préciser la nature et l'importance.**

#### **Réponse :**

Les haies ont un intérêt environnemental important, en matière de protection (brise-vent pour les animaux, qualité de l'eau), de richesse écologique, de patrimoine et de production de bois. Toutes les haies seront préservées, aucun impact n'est à prévoir. Les clôtures seront installées à 2 mètres de l'alignement des arbres pour permettre leur bon développement, de même que les pistes légères.

Deux types de mesures seront prises pour limiter au maximum les impacts du projet sur les haies :

- Evitement des périodes de forte sensibilité de la faune au démarrage du chantier : les périodes les plus sensibles pour l'avifaune vont de la mi-mars à août (période de nidification). Cette période sera évitée pour les travaux de création des pistes et des fondations des postes techniques. Les opérations de battage des pieux des structures, installation de poste, montage des modules et câblage pourront se dérouler sur l'année complète sans période restrictive. La pose des clôtures devra néanmoins préférablement se faire en septembre/octobre au niveau des haies afin d'éviter toute destruction de la faune.
- Balisage et mise en défens des haies avant le début de la phase chantier



*Exemple de balisage informatif pouvant être mis en œuvre*

**L'emplacement des installations de chantiers, base de vie, zone de stockages des matériels et matériaux sont à préciser à ce stade, dans la mesure où ces installations sont en elles mêmes susceptibles de générer des impacts.**

#### **Réponse :**

Les installations de chantiers, base de vie, zone de stockages des matériels et matériaux pourront être installées sur la parcelle ou est localisée l'entrée principale de l'élevage.

La base vie, permettra d'accueillir les entreprises pour la période de construction et constituera des zones de stockage. Une base vie se compose, entre autres, des éléments suivants : un bureau de chantier, un vestiaire – réfectoire, un bloc sanitaire, un conteneur pour le matériel et l'outillage, la création d'une zone de parcage des véhicules et des engins de chantier, la création d'une zone déchets, la création d'une aire de stockage du matériel. Des bennes à déchets permettront d'effectuer un tri sélectif des différentes catégories de déchets produits. Elles seront régulièrement vidées et les déchets orientés vers des centres de traitement agréés.

Elle sera accessible via la piste l'entrée principale du site actuel. La parcelle concernée est hors zonages environnementaux. Les aménagements seront temporaires. L'emprise concernée sera remise en état à la fin des travaux. Les impacts de la base vie seront très faibles.



**La prise de vue n°2 met en évidence une ligne électrique surplombant la parcelle. Au regard du positionnement et de la hauteur des installations, préciser si des travaux de déplacement de cette ligne sont alors nécessaires.**

### **Réponse :**

Je pense que cette remarque est issue d'un autre dossier similaire et qu'il y a donc une erreur. Aucun ligne aérienne ne surplombe ce projet.

**Une des annexes indique qu'une piste périphérique d'environ 4 à 6 m de large sera créée pour chaque îlot. Il convient de préciser la constance des travaux relatifs à cette piste et de les faire figurer sur les plans du projet. L'apport de matériaux graveleux pour la réalisation des pistes induit un changement du coefficient d'imperméabilisation des sols qui est à intégrer.**

## **Réponse :**

Le plan du projet été mise à jour (Annexe 8). Deux pistes périphériques légères aux deux îlots seront créées pour faciliter le travail de l'éleveur, la maintenance du site et l'accès aux engins de secours en cas d'incident, avec des portions de pistes lourdes pour accéder aux locaux techniques (1 255 m² de pistes lourdes seront créées).

Les pistes légères mesureront 5 m de large. Il s'agit d'une bande laissée naturel, enherbée, sans aménagement, délimités par la clôture, sans décaissement, sans apports de graves.

Les pistes lourdes feront l'objet d'un décapage préalable de 30 cm de profondeur puis par la mise en place d'un géotextile anti-contaminant surmonté d'une épaisseur de matériaux granulaires sur une épaisseur de 30 cm après compactage. L'apport de graviers concassés permettra de conserver la perméabilité du sol et de ne pas influencer significativement sur les ruissellements naturels.

Les espaces de circulation périphériques, non aménagées, seront laissées libre afin de :

- Répondre aux besoins agricoles et de circulation des engins ;
- Créer des espaces de circulation en périphérie des structures photovoltaïques ;
- Créer une zone tampon autour des structures photovoltaïques. Elles ne constitueront pas de surface imperméabilisée.

**Concernant la phase travaux, en l'absence d'étude de sol permettant de s'assurer de la perméabilité suffisante pour assurer l'infiltration correcte des eaux de ruissellement, il est attendu une description des éventuels travaux nécessaires à cette infiltration en se plaçant dans la configuration la plus défavorable.**

## **Réponse :**

Les principales opérations en phase travaux qui auront une incidence sur le coefficient de ruissellement sont :

- La mise en place des panneaux sur des structures portantes correspondant à des pieux n'engendrant pas d'incidence significative sur la perméabilité des sols ;
- L'aménagement des pistes lourdes en matériaux concassés, surface totale de 1 255 m² ;
- L'aménagement des bâtiments techniques induisant 3 dalles de béton pour un total de 72 m²
- La pose de deux réserves d'eau d'incendie de 120 m³ chacune, avec aire de pompage.

La très légère pente des terrains peut concourir à des phénomènes de ruissellement vers les fossés existants dans le site ou en périphérie.

Le site présente une légère pente vers le sud-est (3% en moyenne). Les eaux de ruissellement vont naturellement s'écouler vers les fossés présents autour du site.



Le sol sera remis en bon état d'exploitation (semis) après les travaux de construction, afin que l'éleveur puisse reprendre son activité dès la mise en service de la centrale.

En phase exploitation, l'espace séparant les modules photovoltaïques entre eux permet de laisser passer une partie de la pluie. Toute la pluie qui tombe sur un panneau ne ruisselle donc pas au bas en un seul point, mais est segmentée.

La limitation de la concentration des ruissellements à l'échelle du site permet également de limiter le risque d'érosion. En effet, les écoulements d'eaux pluviales sur la surface des modules photovoltaïques chutent d'une hauteur maximale de 5 m au niveau de l'interstice séparant les modules. La répartition uniforme des chutes de pluies sous les tables, et l'espace de 13,3 m entre les rangées de panneaux limite significativement la formation des zones préférentielles soumises à l'érosion.

Les effets éventuels de l'érosion ne seront que localisés et temporaires le temps que la végétation se développe au pied des structures et protège le sol. Pour accélérer cette végétalisation, les terrains mis à nu pendant le chantier serontensemencés dès la finalisation des travaux.

Si le sol n'était pas suffisamment perméable pour assurer l'infiltration correcte des eaux de ruissellement, plusieurs mesures pourraient être prises.

Un fossé pourra être créé autour du site pour recueillir toutes les eaux de ruissellement sur les bâtiments temporaires mais également sur la zone de stationnement des engins. Les accès pour les engins et le personnel seront laissés libres autour de la base vie. Ces zones ne seront pas creusées et seront laissées à la cote du terrain naturel.

Ce fossé pourra être large d'environ 1 m et profond de 1 m. Les rives seront assez abruptes. Les matériaux excavés seront laissés sous forme de merlon autour du fossé. Ces matériaux seront remis en place à la fin des travaux pour retrouver les côtes du terrain initial.

Les eaux recueillies dans ce fossé s'évacueront par infiltration afin de permettre une dépollution efficace par décantation et filtration dans le sol.

Des noues d'infiltration pourront également être creusées au niveau des différents îlots. Les noues seront implantées au niveau des points bas du site. Les noues sont des fossés larges et peu profonds avec des rives en pente douce. Ils pourront faire ici 1 m de large et 0,8 m de profondeur. Comme pour



les fossés, les matériaux excavés seront laissés sous forme de merlon autour des noues. Ces matériaux seront remis en place à la fin des travaux et lorsque le sol sera à nouveau végétalisé.

Ces noues serviront à recueillir les eaux potentiellement chargées en matières en suspension lors des écoulements sur la zone de chantier. En effet, le chantier impactera temporairement les sols en effectuant des remaniements du sol en surface. Le chantier ne présentant toutefois pas d'importante mise à nu du sol, ni de défrichement ou terrassement important, les écoulements d'eaux chargées en sédiments seront relativement limités.

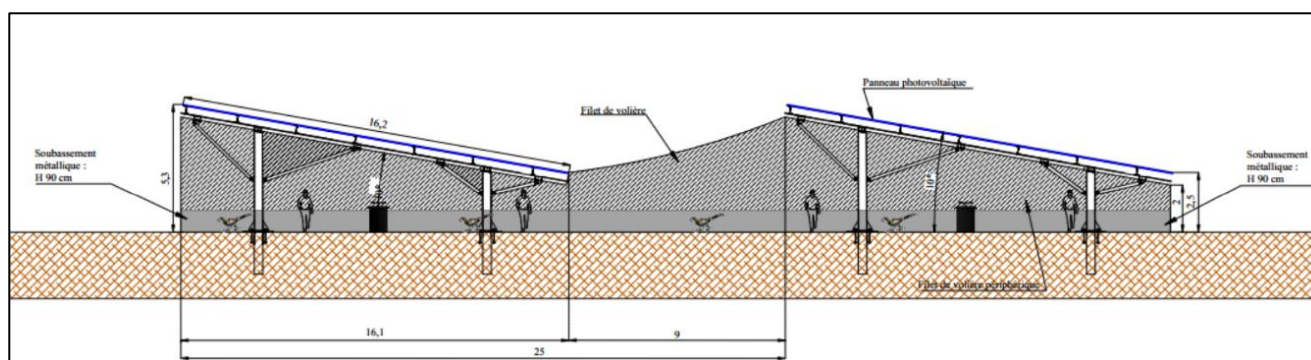
Les eaux recueillis dans les noues s'infiltreront dans les sols progressivement après les épisodes de pluies importantes.

A noter que ces divers aménagements pourront évoluer en fonction des résultats de l'étude géotechnique. Les impacts dû au ruissellement restent très faibles.

**En annexe il est indiqué que les fondations seront uniquement localisées sous les poteaux et seront adaptées à la topographie du terrain et à la structure du sol. A ce stade sans étude géotechnique il convient de prendre en considération les hypothèses défavorables en ce qui concerne les solutions techniques possibles et préciser la nature des fondations leur nombre et les surfaces résultantes concernées par des modifications de perméabilité des sols.**

### **Réponse :**

La solution privilégiée pour l'installation des structures est la technique de type pieux battus. Les pieux sont enfoncés dans le sol et le sous-sol sur une profondeur d'environ 1,5 m. Ce système de fondations présente les avantages d'absence d'impact pour le sol (pas d'affouillement, pas de nivellement, pas d'entretien) et de réversibilité car ils sont retirés par un simple arrachage.



*Exemple de vue en coupe*

Cependant, seule une étude géotechnique permettra de valider cette technique en fonction du type de sols.

Si cette technique n'est pas possible, plusieurs solutions seront étudiées :

- Système d'ancrage par pieux vissés :

Les pieux vissés sont constitués d'une tige métallique avec une hélice à leur extrémité. Ils sont enfoncés dans le sol à l'aide d'un marteau perforateur rotatif.

Les pieux vissés sont enfoncés verticalement dans le sol à une profondeur comprise entre 70 et 80 cm (cette hauteur peut varier en fonction de l'étude de sol ou du test Pull Out).





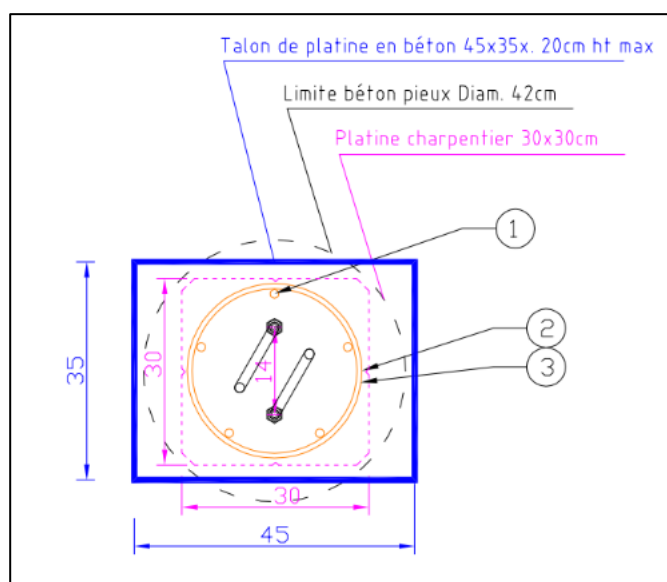
Exemple de pieux vissés

- Système de fondations profondes par pieux :

Les pieux seraient réalisés à la tarière creuse. La plateforme de forage des pieux est le niveau du terrain naturel. L'arase des pieux est au niveau du terrain naturel.

La descente de charges, la portance, les armatures, et donc le dimensionnement des pieux seraient calculées selon les résultats des études géotechniques.

Un forage à la tarière creuse consiste à procéder à un forage initial. Une tarière continue à tige creuse est utilisée pour forer le sol jusqu'à la profondeur calculée. La tarière est ensuite retirée pour extraire le sol foré. Pendant l'extraction de la tarière, du béton (ou un coulis) est pompé et injecté à faible pression par l'âme de la tarière. Le béton remplit l'espace laissé par la tarière. Une fois le béton en place, une cage d'armature est insérée dans le béton frais. Cela permet au pieu de résister aux charges structurelles.



Exemple de vue d'un forage (du dessus)

Cette solution est la plus lourde. Le forage pourrait atteindre 4 mètres maximum. Cependant, il s'agit de matériaux inertes sans impact sur l'environnement. Le béton injecté serait retiré lors du démantèlement et les trous rebouchés avec de la roche et de la terre similaire à celles en place.

145 pieux seraient nécessaires, représentant environ 225 m<sup>2</sup> de surface imperméabilisée durant l'exploitation de la centrale.

## Préciser les sujétions particulières relatives à la prévention et au traitement de pollutions accidentelles en phase chantier.

### **Réponse :**

Concernant les pollutions accidentelles, l'enherbement du site permettra la filtration d'une grande partie des éventuels polluants qui se fixeront sur les herbes.

Les locaux techniques dotés de transformateur à huile seront tous dotés d'une rétention limitant toute propagation de fluide vers l'extérieur.

Au niveau du risque de pollution accidentelle lié aux véhicules de maintenance, les mesures de prévention se traduisent par l'entretien des véhicules. On notera également que les risques d'accident entre plusieurs véhicules sont peu probables étant donné l'absence de réseau routier à l'intérieur du projet. Aucune situation dangereuse ne sera créée en termes de circulation au sein du site.

Toutefois, la proximité de la zone de chantier vis-à-vis de plusieurs fossés implique un risque de pollutions accidentelles qui pourraient avoir un impact plus ou moins notable sur la fonctionnalité de ces milieux aquatiques pour les amphibiens, mammifères semi-aquatiques, odonates. Des mesures préventives apparaissent nécessaires afin d'assurer l'absence d'impact indirect durant la phase de chantier.

Pour lutter contre les risques de pollutions accidentelles lors des travaux, un certain nombre de mesures devront être prises :

- Positionnement de la base vie et de la zone de stockage du chantier : ces installations devront être implantées sur des secteurs dédiés, confinés et éloignés des milieux sensibles (fossés et bosquets). Elles seront disposées à proximité des voiries et des réseaux existants (l'entrée principale du site paraît la plus optimale).
- Gestion des matières polluantes et des déchets :
  - o Les véhicules et engins de chantier devront justifier d'un contrôle technique récent et devront être équipés de kits de dépollution en cas de fuite de carburant, huile ou autres matériaux polluants ;
  - o Les opérations de vidange ou de ravitaillement seront à proscrire au niveau de l'emprise chantier et ne pourront être réalisées qu'au droit d'aires réservées et spécialement aménagées (aire équipée d'un débourbeur/déshuileur) ;
  - o Le stockage des huiles et carburants se fera uniquement sur des emplacements réservés, placés sur rétention, loin de toute zone écologiquement sensible, en particulier des fossés ;
  - o Le brûlage des déchets et des produits issus de la zone de chantier sera formellement pros crit. Leur évacuation devra se faire via des filières adaptées ;
  - o Les déchets de chantier devront être récoltés et stockés sur la base vie de chantier au sein de contenants adaptés, dans l'attente de leur évacuation vers des filières de traitement ou valorisation adaptées.
- Gestion des eaux usées et de ruissellement :
  - o Les eaux usées issues de la base vie du chantier devront être traitées avant rejet éventuel vers le milieu naturel (ou stockées et traitées hors du site) ;
  - o Les eaux pluviales du chantier devront être collectées et traitées via la mise en place de fossés et de noues. Des systèmes de filtration (filtres à paille, géotextiles...) devront être mis en œuvre en sortie des ouvrages. Le plan du

dispositif d'assainissement provisoire devra être fourni à l'organisme en charge de l'assistance environnementale.

- Périodes de réalisation des opérations de chantier :
  - o Les opérations de terrassement devront être évitées ou limitées en période de forte pluie afin de réduire les phénomènes de lessivage vers le réseau hydrographique.

La mise en œuvre de mesures préventives en phase chantier pour limiter le risque de pollutions accidentelles (notamment collecte et traitement des eaux pluviales de chantier) permettra d'exclure tout impact indirect notable sur le réseau de milieux aquatiques proche de la zone de chantier, et donc sur les espèces présentes sur le site.

**Pour une partie du projet, le terrain d'assiette est actuellement dédié à la culture. Merci de préciser les travaux relatifs à la mise en place du couvert végétal sur cette nouvelle partie de parcours d'élevage.**

#### **Réponse :**

La parcelle actuellement en culture fait partie de l'exploitation de Monsieur Bouron. Lors de la fin des travaux sur cette partie-là, la re plantation des volières débutera. Elles seront plantées de bambous, d'arbustes, de graminées, ou encore de conifères selon les habitudes de l'exploitant. Des plantes indigènes de la région peuvent être aussi implantées, car résistantes aux conditions de sol et de climat. L'aubépine, le prunelier, la ronce, le genêt, bruyère ont donc leur place dans une volière.

### **Rubrique 4.3.2**

**Indiquer la durée prévisionnelle d'exploitation des installations photovoltaïques. Pour rappel la durée de vie ne peut excéder 40 ans ( art R111-62 du code de l'urbanisme).**

#### **Réponse :**

La durée prévisionnelle d'exploitation des installations photovoltaïques est de 30 ans, comme contractualiser avec le propriétaire/exploitant.

**Préciser les modalités d'entretien (lavage) des panneaux photovoltaïques destinées à maintenir leur rendement optimal.**

#### **Réponse :**

Les panneaux seront entretenus et lavés régulièrement (1 fois par an environ) ou en cas d'évènement exceptionnel (pluie de sable par exemple...) par une entreprise mandaté pour l'exercice.

### **Rubrique 4.4**

**Si le nombre de gibiers ne sera pas augmenté, le projet conduit toutefois à accroître la surface dédiée au parcours d'élevage sous volière. Dans l'annexe 8 notice explicative, il est indiqué que l'élevage relève du régime ICPE déclaration. La consultation de la base de données nationale géorisque indique que la SCEA Gibiers de la Rochette relève du régime d'autorisation. Une clarification est attendue et il**



convient d'indiquer la procédure prévue le cas échéant pour porter à la connaissance du service en charge du contrôle et du suivi de l'exploitation les modifications apportées à l'exploitation agricole.

**Réponse :**

La SCEA Gibiers de la Rochette relève bien du régime d'autorisation et aucune modification n'est à apporter à l'exploitation agricole.

## **Rubrique 4.5**

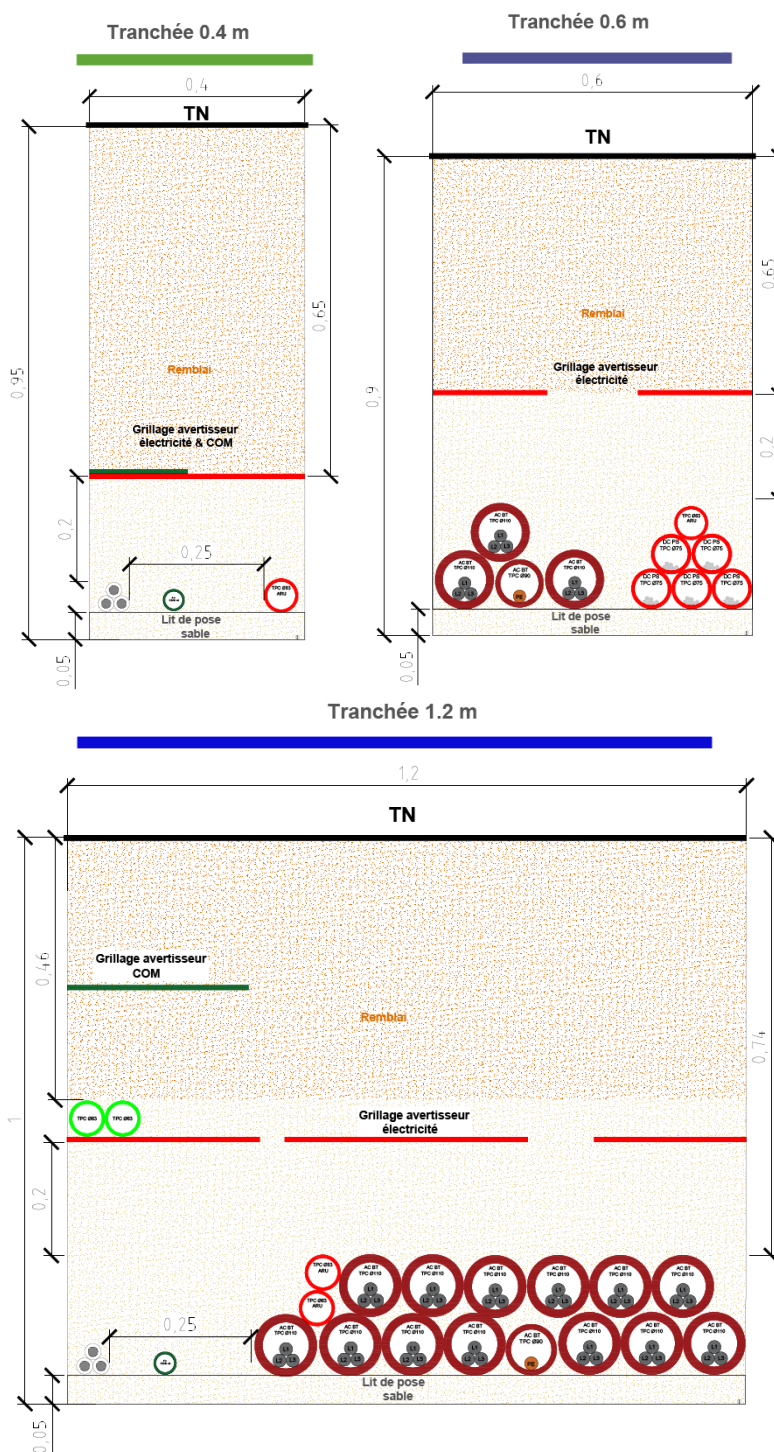
Parmi les caractéristiques du projet, intégrer les caractéristiques de tranchées nécessaires, ainsi que les pistes évoquées précédemment.

**Réponse :**

Grandeurs caractéristiques du projet	Valeurs
Surface projetée au sol des hangars type volières	34 429,6 m <sup>2</sup>
Emprise au sol du poste de livraison / transformation et de transformation seul	28,2 m <sup>2</sup> / 15,4 m <sup>2</sup>
Emprise au sol du local technique	15 m <sup>2</sup>
Emprise au sol de la réserve incendie + aire de pompage	304 m <sup>2</sup>
Hauteur au faitage (volière) / à l'égout (volière)	5,1 m / 2,5 m
Emprise au sol des pistes lourdes	1 255 m <sup>2</sup> (251 ml)

Concernant les tranchées à l'intérieur de la zone clôturée, les câbles reliant les onduleurs au poste de livraison circulent dans une tranchée de 40 cm de largeur et de 80 cm de profondeur. Les câbles seront posés sur un lit de sable, avant d'être recouvert par 30 cm de terre. Un filet avertisseur est ensuite déroulé tout au long de la tranchée qui sera recouvert du solde du remblai jusqu'à hauteur du terrain naturel.

Les tranchées seront ouvertes au moyen d'une mini-pelleteuse équipée d'un godet de 40 cm et refermées à l'aide d'une lame fixée sur le devant de la pelleteuse.



Exemples de plan de coupe de tranchées (Source : UNITE)

Concernant les tranchées à l'extérieur de la zone clôturée, elles sont à la main d'Enedis. En effet, le raccordement de la centrale photovoltaïque au réseau public est une opération menée par le gestionnaire de réseau ENEDIS qui en reste le maître d'ouvrage.

Le tracé du raccordement au réseau ne peut être connu qu'à l'issue de l'obtention de l'ensemble des autorisations administratives du projet et notamment d'un Permis de Construire.

Quel que soit le tracé défini, une tranchée sera réalisée sur le tracé des routes ou en accotement de celles-ci selon les choix techniques d'ENEDIS. Les câbles et fourreaux y seront déposés et la tranchée sera rebouchée avec les matériaux extraits.

Des tranchées de 0,5 à 1m de profondeur seront réalisées en bordure immédiate des voies de communications ou directement sous celles-ci. Les impacts attendus concerneront un léger compactage des sols suite aux mouvements de terre et un mélange des horizons des sols au niveau de la tranchée. Les terrains concernés par ces travaux (accotements de chaussée) sont cependant déjà fortement remaniés. Aussi, le risque de déstructuration des sols devrait être très faible à nul au droit des tranchées.

Les problématiques d'envol des poussières pendant les travaux seront limitées par la faible largeur de la tranchée et la faible quantité de matériaux mis en mouvement. Si besoin, l'envol de poussière sera limité par un arrosage.

Le chantier de raccordement électrique a un poste source pourra engendrer des modifications temporaires des conditions de circulation, celles-ci seront ponctuelles et vraisemblablement gérées par la mise en place de circulation alternée.

Dans tous les cas, le tracé du raccordement suivra les voies publiques et n'impactera pas de zones naturelles ou agricoles.

Les incidences du raccordement de la centrale photovoltaïque au réseau national d'électricité sont surtout liées à la phase travaux et seront limités dans le temps et en ampleur. En fonctionnement normal en phase exploitation, aucun impact n'est attendu.

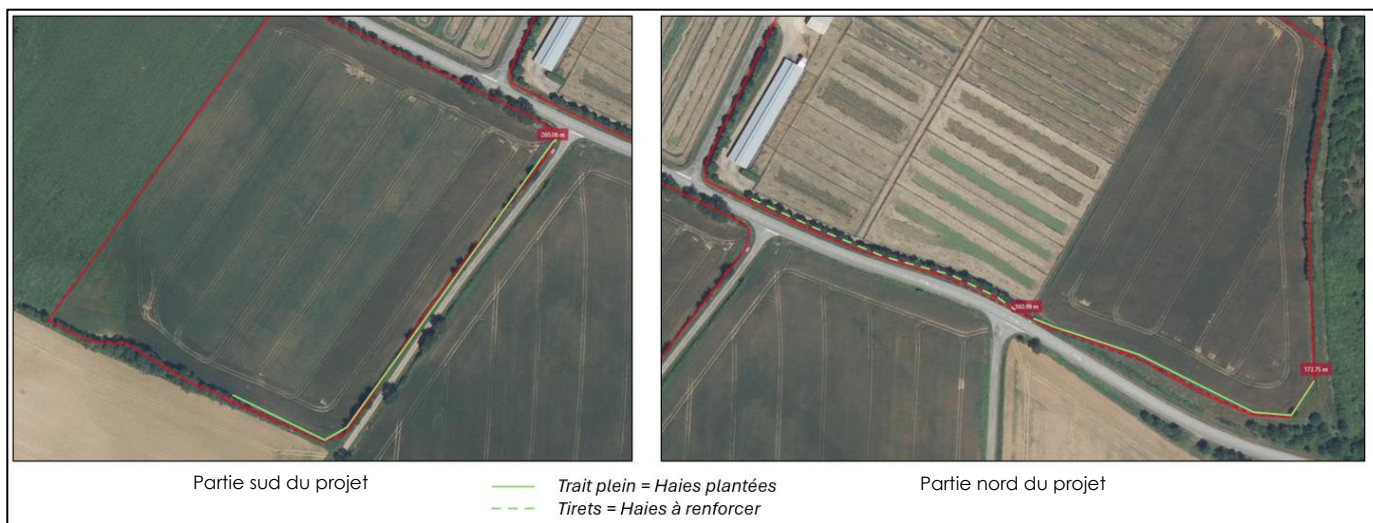
Aucun impact significatif lié au raccordement électrique n'est à attendre.

#### Indiquer également le linéaire de haie plantées

#### Réponse :

Linéaire de haies plantées = 370 ml (200 partie sud, 170 partie nord)

Linéaire de haies renforcées = 160 ml (partie nord)



## Rubrique 4.6

**Localisation du projet.** Les parcelles sont bien en zone A du PLUi. Par ailleurs les parcelles de l'îlot nord sont potentiellement concernées par la bande d'inconstructibilité « marge de recul loi Barnier » de part et d'autre de l'A83. Par conséquent il est attendu une analyse de la faisabilité du projet vis-à-vis de cette disposition particulière du PLUi.

#### Réponse :

Il me semble que depuis sa publication au Journal officiel du 8 novembre 2019, la Loi dite « énergie-climat » (LOI n° 2019-1147) et ses 69 articles visent à répondre « à l'urgence



écologique et climatique » – désormais gravée dans le marbre législatif – par la mise en place d'une politique énergétique ambitieuse. Plusieurs de ses dispositions concernent directement les collectivités, en matière d'urbanisme notamment. Cette Loi a aussi engendré la modification de l'article L111-7 du code de l'urbanisme (déroulé ci-dessous).

L'article L111-6 du code de l'urbanisme stipule que :

*« En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation ».*

Aussi l'article suivant, L111-7, stipule que :

*« L'interdiction mentionnée à l'article L. 111-6 ne s'applique pas :*

*1° Aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;*

*2° Aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;*

*3° Aux bâtiments d'exploitation agricole ;*

*4° Aux réseaux d'intérêt public ;*

***5° Aux infrastructures de production d'énergie solaire, photovoltaïque ou thermique.***

*Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes. »*

Sauf erreur de notre part, les projets photovoltaïques ne sont, depuis l'inscription de cette loi, plus concernés par la marge de recul « Loi Barnier » depuis le 8 novembre 2019.

## **Rubrique 4.7**

**Dans la mesure où le projet vient modifier une installation agricole existante, il convient de cocher la réponse « oui ».**

### **Réponse :**

Le Cerfa a été corrigé.

## **Rubrique 5**

**Page 5 - Cocher la case « non » en réponse à la question concernant la présence d'un parc naturel régional.**

**Page 6 - Contrairement à ce qui est indiqué, le projet pour sa partie sud est concerné par une zone humide délimitée et figurant au PLU. Il convient de rectifier la réponse et d'en tirer le cas échéant les enseignements qui s'imposent dans la suite du dossier quant à l'appréciation de la nature et de l'importance de l'impact pour cette composante de l'environnement.**

**Page 6 - Rectifier la réponse relative à la situation du projet par rapport à une ZRE et nommer celle-ci.**

### **Réponse :**

Le Cerfa a été corrigé.

## **Rubrique 6.1**

Au regard de la nature du projet, de son environnement il vous est demandé de renseigner avec le plus grand soin cette partie, en apportant dans la mesure du possible, une argumentation sur la nature et l'ampleur des impacts du projet. Une incertitude sur l'occurrence, la durée, la fréquence ou la réversibilité des incidences du projet sur l'environnement peut en effet conduire à l'obligation de réaliser une évaluation environnementale.

Adapter les réponses en fonction des remarques formulées. Ainsi au-delà des locaux techniques, des terrassements vont être nécessaires selon le type de fondations finalement retenues, mais également pour mettre en place les pistes lourdes et légères.

Page 8 – Une erreur est commise concernant l'indication selon laquelle aucune zone Natura 2000 n'est présente dans un rayon de 60 km.

Des remblais seront nécessaires (matériaux graveleux) pour la création des pistes.

### **Réponse :**

Le Cerfa a été corrigé.

La réponse relative à la nature et l'importance de l'impact paysager nécessite d'être davantage argumentée (du point de vue des co-visibilités ou d'intervisibilité) le cas échéant en proposant des insertions du projet (correspondant au type de structure qui sera mis réellement en place pieds axiaux ou tables avec des supports périphériques) dans son environnement proche et éloignés notamment pour les tiers principalement exposés, avec les mesures d'intégrations paysagères complémentaires prévues le cas échéant.

### **Réponse :**

Cerfa modifié.

Les insertions paysagères ci-dessous ont été effectuées dans le cadre du projet. Cela permet de prendre conscience de la réalité des structures.

Le premier point de vue permet d'apprécier la vue directe sur le projet depuis la départementale qui la longe traverse. La co-visibilité est nettement limitée par une haie déjà présente, et qui sera sea renforcée si nécessaire.

Sur le second point de vue rapproché, on aperçoit l'installation avant et après projet. C'est le point de vue du premier riverain (propriétaire) qui est donc pleinement conscient de cette co-visibilité.

## Environnement proche :



Vue A : Emplacement du projet dans son environnement proche (depuis la D52)



Vue A : Projet dans son environnement proche (depuis la D52)



Vue A : Projet dans son environnement proche avec végétation (depuis la D52)



Vue B : Emplacement du projet dans son environnement proche



Vue B : Projet dans son environnement proche



### Environnement lointain :



A la question le projet engendre-t-il des modifications sur les activités humaines, notamment l'usage du sol, vous avez coché la case non alors même qu'il s'agit sur une partie du projet de remplacer des terres cultivées (maïs, blé, triticales...) par de l'élevage. Rectifier votre réponse en apportant les informations relatives à la nature, et l'importance de l'impact potentiel (négatif comme positif) du fait de ce changement de pratique agricole.

### Réponse :

Cerfa modifié.

## Rubrique 8 - Annexes

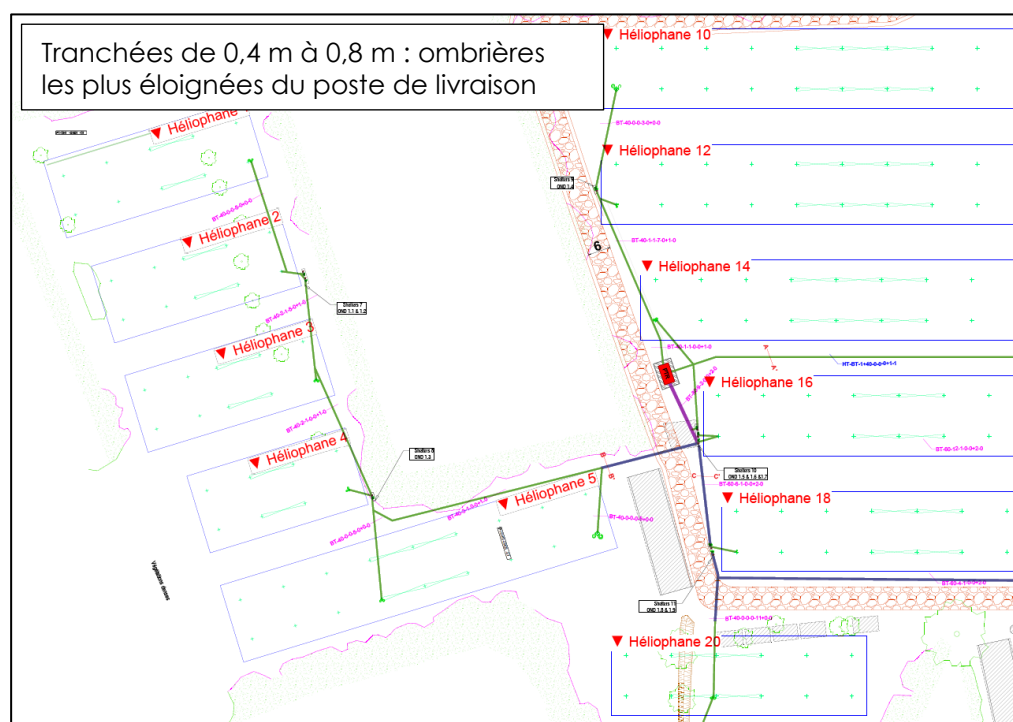
Faire figurer les tranchées et pistes sur les plans des travaux.

### Réponse :

Les points précédents figurent sur le plan masse :



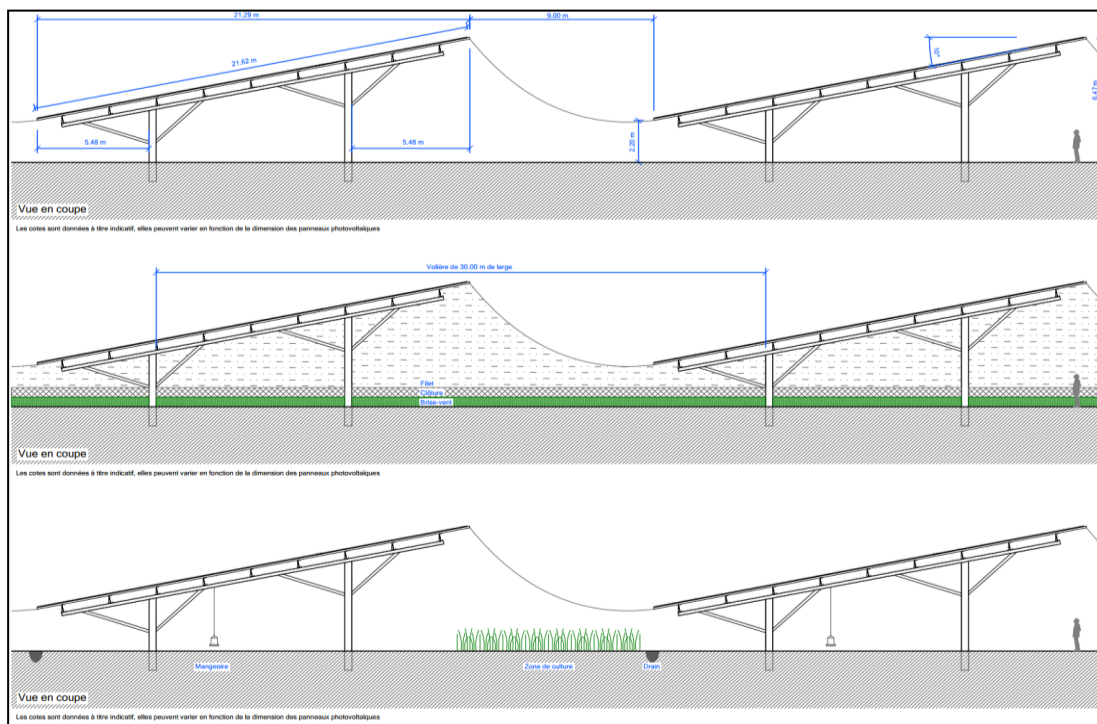
Voici un exemple de plan de tranchées sur un autre projet d'ombrières photovoltaïques en cours de construction dans le Cher (18) :



Extrait d'un plan de tranchée – Projet de Brinon-sur-Sauldre (Source : UNITE)







\*Les dimensions ne sont pas celles envisagées sur le projet de Saint-Hilaire-le-Vouhis



Photo de structures bi pieux sur le projet de Brinon-sur-Sauldre (Source : UNITE)

**Annexe 8 « notice explicative du projet », au point 6.4.2 il est indiqué la même quantité d'oiseaux élevés et la même superficie... Or le projet intègre de nouvelles parcelles pour le parcours sous volière. Merci de vérifier la cohérence des informations entre les différentes pièces du dossier et d'apporter les corrections nécessaires.**

### **Réponse :**

L'objectif du projet est ici de la construction d'ombrières photovoltaïques sur une partie de l'élevage existant ainsi que l'extension du projet sur la parcelle sud. Il a pour but d'améliorer le confort des oiseaux et les conditions d'élevage sur l'exploitation. Cela va alors désengorger les volières actuelles pour avoir une densité d'oiseaux au mètres



carré moins importante. Cela participera notamment à la réduction des pertes (qui sont déjà très faibles) et à avoir des oiseaux en meilleur forme à leur âge adulte. Cependant, il ne consiste pas en un accroissement du nombre d'oiseaux sur site.

## **Rubrique 9 – Engagement et signature**

**Cocher les cases.**

### **Réponse :**

Cerfa modifié.